



Assemblée générale

Distr. générale
31 décembre 2024

Soixante-dix-neuvième session

Point 136 de l'ordre du jour

**Rapports financiers et états financiers audités
et rapports du Comité des commissaires aux
comptes****Résolution adoptée par l'Assemblée générale
le 24 décembre 2024**

[sur la base du rapport de la Cinquième Commission ([A/79/640](#), par. 6)]

**79/245. Rapports financiers et états financiers audités et rapports
du Comité des commissaires aux comptes**

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution [52/212](#) B du 31 mars 1998 et sa décision 57/573 du 20 décembre 2002,

Rappelant également ses résolutions [78/242](#) A du 22 décembre 2023 et [78/242](#) B du 28 juin 2024,

Ayant examiné, pour la période terminée le 31 décembre 2023, les rapports financiers et les états financiers audités et les rapports du Comité des commissaires aux comptes relatifs à l'Organisation des Nations Unies¹, au Centre du commerce international², à l'Université des Nations Unies³, au Programme des Nations Unies pour le développement⁴, au Fonds d'équipement des Nations Unies⁵, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance⁶, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient⁷, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche⁸, aux fonds de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés⁹, au Fonds du Programme des

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-neuvième session, Supplément n° 5, vol. I [[A/79/5 \(Vol. I\)](#)].

² Ibid., vol. III [[A/79/5 \(Vol. III\)](#)].

³ Ibid., vol. IV [[A/79/5 \(Vol. IV\)](#)].

⁴ Ibid., Supplément n° 5A ([A/79/5/Add.1](#)).

⁵ Ibid., Supplément n° 5B ([A/79/5/Add.2](#)).

⁶ Ibid., Supplément n° 5C ([A/79/5/Add.3](#)).

⁷ Ibid., Supplément n° 5D ([A/79/5/Add.4](#)).

⁸ Ibid., Supplément n° 5E ([A/79/5/Add.5](#)).

⁹ Ibid., Supplément n° 5F ([A/79/5/Add.6](#)).



Nations Unies pour l'environnement¹⁰, au Fonds des Nations Unies pour la population¹¹, au Programme des Nations Unies pour les établissements humains¹², à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime¹³, au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets¹⁴, à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)¹⁵, au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux¹⁶ et à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies¹⁷, la note du Secrétaire général transmettant le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes pour l'année financière 2023¹⁸, les rapports du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports sur l'Organisation des Nations Unies¹⁹ et sur les fonds et programmes des Nations Unies²⁰ pour l'année terminée le 31 décembre 2023, le rapport de l'Administratrice des pensions et du Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies²¹ pour l'année terminée le 31 décembre 2023 et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²²,

1. *Prend note* des opinions et constatations du Comité des commissaires aux comptes et approuve les recommandations que celui-ci a formulées dans ses rapports ;
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ;
3. *Réaffirme* que le Comité des commissaires aux comptes est complètement indépendant et seul responsable de l'exécution des audits ;
4. *Décide* qu'elle continuera d'examiner le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux au titre du point de l'ordre du jour relatif au Mécanisme ;
5. *Décide également* qu'elle continuera d'examiner le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au titre du point de l'ordre du jour relatif à la Caisse ;
6. *Félicite* le Comité des commissaires aux comptes de la qualité constante de ses rapports, dont elle apprécie la présentation simplifiée ;
7. *Remercie* le Comité des commissaires aux comptes pour les précieuses recommandations et informations de portée générale, y compris sur la performance financière et l'exécution du budget, figurant dans le résumé concis et ses sections ;

¹⁰ Ibid., Supplément n° 5G (A/79/5/Add.7).

¹¹ Ibid., Supplément n° 5H (A/79/5/Add.8).

¹² Ibid., Supplément n° 5I (A/79/5/Add.9).

¹³ Ibid., Supplément n° 5J (A/79/5/Add.10).

¹⁴ Ibid., Supplément n° 5K (A/79/5/Add.11).

¹⁵ Ibid., Supplément n° 5L (A/79/5/Add.12).

¹⁶ Ibid., Supplément n° 5O (A/79/5/Add.15).

¹⁷ Ibid., Supplément n° 5P (A/79/5/Add.16).

¹⁸ A/79/243.

¹⁹ A/79/328.

²⁰ A/79/328/Add.1.

²¹ A/79/311.

²² A/79/513.

8. *Appelle* l'attention sur les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant le fonds de recouvrement des coûts, prie le Secrétaire général d'accélérer l'examen du solde du fonds de recouvrement des coûts et des montants de réserve correspondants pour s'assurer que la distinction entre produits utilisables et non utilisables est faite, à la fois sur les futurs produits et sur l'excédent cumulé (10 RCR et 20 PCR), et prie le Comité consultatif de demander au Comité des commissaires aux comptes de continuer à examiner les questions liées au recouvrement des coûts et de faire rapport à ce sujet dans ses futurs rapports ;

9. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports pour l'année terminée le 31 décembre 2023 sur l'Organisation des Nations Unies et sur les fonds et programmes des Nations Unies ;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que le Comité des commissaires aux comptes et l'Administration communiquent et collaborent librement durant la conduite des audits et l'établissement de leurs rapports respectifs, condition indispensable pour qu'elle puisse prendre ses décisions en connaissance de cause ;

11. *Prie de nouveau* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et les recommandations connexes du Comité consultatif soient promptement appliquées dans leur intégralité, de continuer de demander des comptes aux directeurs de programme en cas de non-application de ces recommandations et de remédier aux causes profondes des problèmes constatés par le Comité des commissaires aux comptes ;

12. *Prie également de nouveau* le Secrétaire général de donner, dans ses rapports sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, une explication détaillée des retards d'application de ces recommandations, en particulier celles qui remontent à deux ans ou plus ;

13. *Prie en outre de nouveau* le Secrétaire général d'indiquer dans ses rapports les délais dans lesquels il prévoit d'appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, le rang de priorité qui est associé à celles-ci et les fonctionnaires qui devront répondre des mesures qui auront été prises ;

14. *Prend note* des constatations du Comité des commissaires aux comptes concernant les ressources issues du recouvrement des coûts et prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport détaillé sur le recouvrement des coûts, portant sur toutes les questions soulevées, y compris les intérêts créditeurs générés, en vue d'améliorer la gestion du fonds de recouvrement des coûts et de renforcer le respect des directives en la matière ainsi que l'obligation de rendre des comptes en cas de non-respect, et prie également le Secrétaire général de lui proposer, lors de la partie principale de la quatre-vingtième session, des options pour l'allocation de ces intérêts ;

15. *Invite* le Secrétaire général à examiner, dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget, le montant et l'utilisation des intérêts générés par les fonds et mécanismes existants au sein du Secrétariat, ventilés par flux de financement, y compris, mais sans s'y limiter, les fonds de recouvrement des coûts, et à lui faire rapport à ce sujet, et prie le Comité consultatif de demander au Comité des commissaires aux comptes de continuer l'examen des questions relatives aux intérêts courus et de faire rapport à ce sujet dans ses futurs rapports ;

16. *Note* le dépassement important des coûts liés au matériel informatique et au matériel de communication dans le cadre des missions politiques spéciales de 2021 à 2023, et prie le Secrétaire général de s'assurer que le Bureau de l'informatique et

des communications peut s'acquitter efficacement de ses responsabilités de contrôle sur le terrain, et de faire rapport à ce sujet dans le cadre du projet de budget-programme pour 2026 ;

17. *Prie* le Secrétaire général de continuer à développer une culture de l'efficacité et de la rentabilité, en vue d'améliorer la performance financière et l'exécution du budget, et de faire rapport à ce sujet dans les futurs projets de budget ;

18. *Prend note* des constations et des recommandations connexes du Comité des commissaires aux comptes concernant la perte ou le gaspillage de ressources, les fonds inactifs et les ressources inutilisées, l'inefficacité des opérations et les difficultés rencontrées pour atteindre les cibles fixées en matière de performance, et invite le Secrétaire général à prendre des mesures concernant les recommandations formulées par le Comité ;

19. *Se déclare préoccupée* par le constat du Comité des commissaires aux comptes concernant l'utilisation d'instruments de couverture et de prix à terme et, à cet égard, souligne qu'il convient de surveiller cette question au moyen d'une procédure de contrôle interne, dans le but de renforcer la conformité financière et d'atténuer les risques et les pertes financières ;

20. *Note avec préoccupation* la mauvaise gestion des actifs dans le cadre du budget ordinaire, comme le montrent la cession de matériel inutilisé et le fait que ces actifs ne sont pas distribués pour utilisation plus de deux ans après leur achat, d'où des pertes financières pour l'Organisation, et prie le Secrétaire général de faire rapport sur cette situation et de donner des précisions sur le fonctionnement du dispositif d'application du principe de responsabilité dans la gestion des actifs ;

21. *Rappelle* qu'une délégation de pouvoirs plus large doit aller de pair avec une plus grande transparence et une meilleure application du principe de responsabilité, et prie le Secrétaire général de fournir une description détaillée des responsabilités et de la structure hiérarchique des départements du Secrétariat qui utilisent des fonctions et des services d'autres entités des Nations Unies ;

22. *Invite* le Secrétaire général à renforcer la responsabilité des employés en cas de dommages causés par une négligence grave et à améliorer les procédures de confiscation des avoirs provenant d'actes criminels.

55^e séance plénière (reprise)
24 décembre 2024